
Pourquoi les femmes luttent-elles contre l'extractivisme et le changement climatique?

Il est évident que le capitalisme se nourrit de l'exploitation des travailleurs, des femmes, des peuples indigènes et de la nature. Et quand on pensait que le corps de la femme était la dernière frontière du capitalisme, voilà que les limites se déplacent vers d'autres confins: les fonctions, les cycles, les éléments et les structures de la nature. La photosynthèse, le cycle du carbone, la formation d'eau, la création de biodiversité et d'autres processus qui recréent la vie sur la planète sont maintenant des marchandises qui peuvent faire l'objet d'abstraction, d'appropriation, de commercialisation, ou même de spéculation financière.

Dans la pratique, de la même manière que le capital soumet les femmes, il soumet aussi la nature pour permettre une accumulation infinie de profits. De même que les femmes sont censées savoir et devoir «aimer», et par conséquent se charger de façon *obligatoire* de la bonne marche du foyer, des vieux, des enfants ou des malades – gratuitement car il ne s'agit pas là d'un travail mais de «leur nature profonde» –, la Mère Nature nous fournit des 'services environnementaux', vu qu'elle 'l'a toujours fait' et que cela lui est propre.

Aucune de ces deux assertions n'est vraie. D'un côté, l'amour que l'on porte à une personne ne peut pas justifier que l'on devienne une esclave domestique ou une reproductrice d'êtres humains. De la même manière, les dons de la nature, que l'on nommait jusqu'alors 'capital naturel', ne peuvent pas non plus être utilisés comme source de «services». Ce changement de dénomination n'est pas mineur, car il exprime, en une abstraction poussée à l'extrême, le concept d'une nature prodigue en biens et en services, qui ne constitue plus un capital environnemental mais une infinité de marchandises capables d'augmenter le capital monétaire et financier.

Le capitalisme non seulement dépend du travail domestique (gratuit), mais il dépend en outre de l'incorporation de millions de femmes mal payées au marché du travail. C'est un capital humain quasi inépuisable. Ainsi, les gouvernements ont l'habitude de fomenter des programmes qui concernent des femmes entrepreneuses qui travaillent *chez elles* pour que, dans la pratique, elles n'aient pas à négliger leurs obligations domestiques, et qu'elles n'aient pas accès à la sécurité sociale. Ainsi par exemple, en Amazonie, les entreprises pétrolières ont besoin de femmes pour s'occuper du foyer pendant que les hommes travaillent dans les activités pétrolières; ou bien pour cuisiner et laver le linge dans les campements; ou bien elles ont besoin de travailleuses sexuelles autour des zones d'opération. En Équateur, les autorités se vantent de promouvoir des projets mis en œuvre par des femmes, comme ceux créés pour alimenter les hordes de travailleurs pétroliers qui envahissent des territoires pour le débroussaillage et l'exploration sismique. Cependant, ces emplois ont transformé les femmes de la zone en servantes du capital pétrolier. Il se passe la même chose avec la nature. Le marché des 'services environnementaux' s'approprie les activités de la nature et en fait une sorte de *travail*.

C'est ce qui se produit avec les mécanismes REDD+ et REDD++ (1), et avec les projets de ce type, qui offrent une double occasion de bénéfices car, d'une part les États, les entreprises et les banques achètent et vendent des services environnementaux (comme le cycle du carbone) en s'appropriant l'œuvre de la nature, et d'autre part ils disposent de communautés qui *travaillent* comme tout autre stock de main d'œuvre *bon marché* qui prend soin de leur marchandise et devient ainsi un élément du marché mondial. Dans ce dernier cas se trouvent aussi les femmes qui jouent un rôle important en se voyant privées d'autonomie et de créativité.

Par exemple, dans le cas de l'Équateur, les femmes et la nature souffrent pareillement et sont sujettes à cette double soumission. La surexploitation du travail de la femme s'ajoute à la criminalisation des femmes qui ont recours à l'avortement; et la nature contaminée est clôturée, ses rivières sont contenues, et elle se transforme ainsi en fournisseuse de biens et de services écosystémiques. Autant les femmes que la nature sont mises à la disposition du nouveau modèle productif et de connaissances. Ce plan de modernité capitaliste crée de nouveaux types de femmes, moins émancipées, et de nouvelles natures, moins libres.

Avec l'imposition de ce carcan disciplinaire, comme dans le cas des femmes qui veulent être maîtresses de leur avenir, ce plan veut «contrôler la nature, la dominer, vivre en harmonie avec elle mais en sachant en contrôler les excès à moins de continuer à en être les victimes» (2). Rien n'a changé dans la pensée 'moderne' depuis plus de 300 ans.

Malgré cela, les femmes comme la nature résistent. En fait, ce sont les femmes qui résistent avec le plus de force dans les territoires face à l'intrusion des entreprises pétrolières, minières ou de services environnementaux. Elles luttent chez elles quand leur époux cherche un emploi dans la société pétrolière, elles luttent dans la communauté parce que elles s'opposent aux projets REDD, elles luttent dans les villes pour la démocratie. Les femmes sont essentielles dans la résistance à l'activité extractive, elles sont la clef de voûte dans le processus de transformation anticapitaliste. La nature résiste également avec force: cela se manifeste par le chaos climatique, les inondations, les sécheresses, etc. Nous devons dialoguer avec elle et écouter son message.

Un exemple d'organisation et de résistance est celui des femmes de l'Équateur où, en octobre 2014, il y eut une réunion de femmes opposées aux activités minières et pétrolières. De cette rencontre est issue la Déclaration des femmes confrontées aux activités d'extraction industrielles et au changement climatique, où l'on peut lire:

«Nous ne voulons pas des alternatives de développement qui ont signifié l'extinction des cultures et des peuples; ce développement-là est fait de mort et de destruction, il est centré sur l'exploitation et surtout sur celle du pétrole et des minerais. Ce développement n'a pas d'avenir: nous le savons car nous l'avons vécu pendant plus de 500 ans. C'est nous qui détenons l'alternative au développement.

Ce qui nous conduit à proposer:

- de récupérer la souveraineté alimentaire,
- de récupérer la souveraineté hydrique,
- de récupérer la souveraineté énergétique, c'est-à-dire
- de récupérer la Terre-mère comme aliment de nos corps, de notre peuple,
- de produire pour générer des aliments sains pour le Bien Vivre.

Pour cela, nous luttons pour que les minéraux restent dans le sous-sol, et que le pétrole de l'Amazonie demeure inexploité. Voilà les vraies solutions au changement climatique et une façon de

conserver notre biodiversité qui est notre véritable richesse» (3).

Les exemples comme ceux-ci sont nombreux. Des femmes ensemble, qui construisent des solidarités, qui créent des formes de lutte et de résistance créatives et courageuses. L'heure est venue de féminiser les prochaines négociations de l'ONU sur le climat!

Ivonne Yanez, Acción Ecológica, Équateur

Adresse électronique: ivonne@accionecologica.org

(1) Pour davantage d'information sur les problèmes que pose le système REDD, voir:

<http://www.accionecologica.org/servicios-ambientes/documentos-de-posicion-de-a-e/1782-posicionsociobosque>

(2) Rafael Correa, *Enlace Ciudadano* 350, 30.11.2013.

(3)

<http://territorioyfeminismos.org/2014/10/15/encuentro-de-mujeres-frente-al-extractivismo-y-al-cambio-climatico/>.